

10-10-1995

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

COMMISSION SIEGEANT SECTIONS REUNIES

Séance du 21 septembre 1995

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur JACOBS, vice-président,
messieurs LURQUIN et MOORAT, membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur CROISIAU, vice-président
messieurs VAN EECKAUTE et DECLERCK, membres effectifs
madame CLAES, membre suppléant

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration,
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue

27.143/I/PN/
RC/DV

Le Ministre de l'Intérieur a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet de deux projets d'arrêtés royaux, l'un déterminant les degrés de la hiérarchie et l'autre fixant les cadres linguistiques du personnel administratif du Conseil d'Etat.

Sur la base des articles 43, § 3, 5ème alinéa, 60, § 1 et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ces projets en ses séances des 14 et 21 septembre 1995 et a émis en cette dernière séance l'avis unanime suivant:

I. Projet de degrés

A. Service de la concordance des textes

3^{ième} degré: attaché

B. Cellule informatique

3^{ième} degré: informaticien

6^{ième} degré: programmeur

C. Secrétariat administratif

2^{ième} degré: premier secrétaire en chef
 secrétaire en chef

3^{ième} degré: secrétaire

4^{ième} degré: secrétaire d'administration
 documentaliste

5^{ième} degré: premier secrétaire adjoint
 secrétaire administratif

6^{ième} degré: secrétaire adjoint
 bibliothécaire adjoint
 secrétaire de direction

7^{ième} degré: rédacteur comptable
 rédacteur

8^{ième} degré: économe
 commis-sténodactylographe chef
 commis-dactylographe chef

10^{ième} degré: commis-sténodactylographe
 commis
 commis dactylographe

11^{ième} degré: agent en chef

12^{ième} degré: téléphoniste
 expéditionnaire
 huissier audiencier
 huissier

D. Cadre technique

10^{ième} degré: préparateur

Les organisations syndicales ont été consultées.

Conclusion

Le projet d'arrêté classe les grades existants en 12 degrés, conformément à l'ancien arrêté n°1 déterminant les grades des agents soumis au statut des agents de l'Etat, qui constituent un même degré de la hiérarchie (arrêté royal du 30 novembre 1966).

Le Conseil d'Etat n'étant pas soumis au nouvel arrêté n° I du 14 septembre 1994, la C.P.C.L. émet un avis favorable quant au projet soumis, mais suggère toutefois de simplifier cet arrêté royal en réduisant le nombre de degrés, comme il est de règle dans les services soumis au nouvel arrêté royal n° I.

II. Projet de cadres linguistiques

<u>A. Service de la concordance des textes</u>		
3 ^{ième} degré	9F	9N
<u>B. Cellule informatique</u>		
3 ^{ième} degré	1F	1N
6 ^{ième} degré	1F	1N
<u>C. Secrétariat administratif</u>		
2 ^{ième} degré	3F	3N
3 ^{ième} degré	2F	2N
4 ^{ième} degré	15F	15N
5 ^{ième} degré	2F	2N
6 ^{ième} degré	7F	6N
7 ^{ième} degré	13F	14N
8 ^{ième} degré	5F	5N
10 ^{ième} degré	31F	32N
11 ^{ième} degré	2F	2N
12 ^{ième} degré	21F	21N
<u>D. Cadre technique</u>		
10 ^{ième} degré	2F	2N

Les organisations syndicales ont été consultées.

I. Répartition des emplois de direction

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition des emplois de direction, celle-ci étant conforme à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2, des lois linguistiques coordonnées (L.C.C.). En effet, selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L., lorsque le nombre d'emplois de direction comporte 6 ou moins de 6 emplois, un cadre bilingue ne doit pas être créé.

II. Emplois des degrés 3 à 12

Il apparaît, d'après la motivation communiquée par le Conseil d'Etat, que le personnel administratif du Conseil d'Etat constitue l'assistance administrative des instances juridiques (greffe-membres du Conseil d'Etat-Auditorat) qui sont elles-mêmes composées par la loi de façon paritaire.

Le volume d'affaires traitées est dès lors dépendant des structures paritaires établies par le législateur.

En conséquence, la C.P.C.L. émet un avis favorable sur la proportion 50/50 faite par le ministre.

Le présent avis est notifié au Ministre de l'Intérieur qui, conformément aux dispositions de l'article 63, § 3, 2ème alinéa, des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 21 septembre 1995.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE. Th. VAN SANTEN. A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.